

Sandouville : chronique d'un ratage annoncé. A quand une politique industrielle tournée vers l'avenir ?

L'annonce de la suppression au 30 avril 2009 de 4 000 emplois dont 1 000 à l'usine de Sandouville a été confirmée par Renault SAS. Laissant sur le carreau les salariés et leurs familles, cette décision vient entériner le choix du sacrifice social au bénéfice du soi-disant sauvetage d'une entreprise, incapable d'une vision d'avenir. Empêtrée dans un modèle archaïque de développement, aveugle aux enjeux mondiaux et aux évolutions déjà en marche chez les citoyens, l'entreprise choisit la solution radicale. Alors même que cette annonce témoigne d'une logique industrielle dépassée, nombre de politiques mettent à l'index des mesures garantes d'un réel virage vers l'avenir comme celle du bonus-malus automobile.

La stratégie choisie par Renault, la promesse d'emplois à la clé, a donc du plomb dans l'aile. L'urgence d'apporter des réponses aux salariés et leurs familles ne doit pas faire l'économie d'une réflexion sur la suite : quelle politique industrielle pour la Haute-Normandie ? L'industrie automobile reste et doit rester un secteur majeur pour la Région, mais dans le cadre d'un investissement dans l'innovation, d'une production répondant aux besoins nationaux avant tout.

Tous les indicateurs montrent que les Français délaissent les voitures gourmandes en pétrole au profit de voitures à petit gabarit et peu consommatrices. Faut-il dès lors continuer à produire des modèles « de compétition » ou « de prestige » ? Le bonus-malus ne vient ici qu'accompagner l'évolution, elle ne la crée pas. D'ailleurs, les Français ne sont pas les seuls à faire ce choix : même aux Etats-Unis, pays loin de pratiquer l'éco-taxe, on observe un tel changement dans les pratiques des automobilistes.

Notre industrie automobile et notre politique industrielle ne peuvent rester en retard de l'innovation. Les politiques ont dès lors l'obligation de faciliter les changements nécessaires, d'accompagner les évolutions citoyennes et de conditionner leurs soutiens aux entreprises à la prise en compte de ceux-ci.

C'est pourquoi, tout en réaffirmant leur soutien aux salariés et à leurs familles, les élus Verts régionaux demandent à ce que la politique industrielle régionale soit examinée au regard des enjeux actuels du changement climatique et des crises pétrolière et financière.

Véronique Bérégovoy
*Présidente du groupe des élus Verts
au Conseil régional*